Royaume-Uni: des universités britanniques annoncent des prêts sans intérêts à partir de 2026-2027 pour les étudiants musulmans afin qu'ils soient compatibles avec la charia

10/11/2026 à 13h54



Des universités britanniques font la promotion de prêts étudiants « sans intérêt » conformes à la charia auprès des étudiants musulmans.

Ces prêts pourraient être disponibles dès l'année prochaine, et les remboursements serviront à financer d'autres étudiants musulmans, au lieu d'être versés au Trésor public.

Les contribuables devront tout de même payer la facture si les prêts ne sont pas remboursés intégralement, ce qui, selon les prévisions officielles, concernera près de la moitié de la dette étudiante .

La loi islamique interdit le paiement ou la perception d'intérêts, et le nouveau système vise à permettre à un plus grand nombre d'étudiants musulmans d'accéder à l'université.

Le système prétend aligner le montant des remboursements des prêts conformes à la charia sur ceux des étudiants ayant contracté un prêt traditionnel.

Il est basé sur le principe de la finance islamique du Takaful, ce qui signifie qu'au lieu de payer des intérêts en plus du capital, les étudiants versent une « contribution » équivalente qui est ensuite « réservée » pour aider les futurs étudiants dans le cadre du programme de prêts conformes à la charia.

Les opposants ont averti que cela créerait un « système à deux vitesses » susceptible de semer la division.

Suella Braverman, porte-parole du parti Reform pour l'éducation, a déclaré : « **Ce projet scandaleux et antibritannique crée un système éducatif à deux vitesses et une société divisée.**»

« Ce projet du parti travailliste prouve qu'il est accro au double discours dans tous les aspects de la vie britannique. »

« Les prêts conformes à la charia sont, par définition, exclusifs et destinés uniquement aux étudiants musulmans, créant ainsi des institutions parallèles incompatibles avec le mode de vie britannique. »

« Toute cette histoire est rendue encore plus absurde par le fait que le Trésor, et donc les contribuables britanniques, devront payer la facture s'ils ne paient pas. »



Suelle Braverman
[…]

[Daily Telegraph]